



ARRETE DU MAIRE

République Française

DEPARTEMENT
PAS DE CALAIS

ARRONDISSEMENT
ARRAS

COMMUNE
DAINVILLE

Réf. : ST/FM

Nous, Maire de la Commune de DAINVILLE,
Vu, le Code de la Route,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu, la demande formulée par la **Société CIRCET R4780**
domiciliée **7, rue des Malières – 59710 AVELIN**

Considérant qu'il y a lieu de favoriser le bon déroulement des travaux de réalisation d'une tranchée pour création d'adduction entre une chambre et un regard Télécom sur la rue du 19 Mars 1962 à Dainville.

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter la circulation et assurer la sécurité.

ARRETONS

N° 2026/010

OBJET

Réalisation d'une tranchée pour création d'adduction entre une chambre et le regard Télécom 5, rue du 19 Mars 1962

Article 1 : L'entreprise CIRCET R4780 est autorisée du Lundi

19 au Vendredi 23 Janvier 2026 à occuper le domaine public sur la rue du 19 Mars 1962 (face au n°5) à Dainville.

Article 2 : Les restrictions consistent en :

- Interdiction de stationner au droit du chantier,
- Circulation alternée règlementée par des feux tricolores ou manuellement,
- Limitation de la vitesse à 30 km/h au droit du chantier

Article 3 : Des panneaux de signalisation seront posés et entretenus par les soins et aux frais de l'entreprise chargée d'effectuer les travaux conformément aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée les 15 Juillet 1974, modifié le 06 Novembre 1992.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de DAINVILLE par les soins de Madame le Maire.

Article 5 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le commissaire d'Arras, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, publié, transmis et certifié exécutoire le 15 Janvier 2026.

Dainville, le 15/01/2026

Le Maire,
Françoise ROSSIGNOL



#Signature#

Nota : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette juridiction dans le délai de 2 mois à compter de sa notification